

Fria (Guinée) : travelling arrière

IL est tentant, quand on aborde un pays qui a disparu pendant un quart de siècle de l'histoire du monde, de ne regarder que le présent et l'avenir. Dans un numéro récent (1), Annie Cheneau-Loquay nous interpelle — et le pays concerné avec nous — dans son article : « La Guinée va-t-elle continuer à négliger son agriculture ? »

Aussi cette nouvelle approche, rappelant dans son titre le mouvement du cadreur de vues qui, le long d'un rail fixé au sol, avance ou recule par rapport à un plan fixe, peut-elle apparaître comme surréaliste ! Comment revenir en arrière à l'égard d'une réalité dont on ne connaît actuellement que l'apparence ? Il est vrai que la Guinée de 1987 est un pays curieux à voir, tout entier bâti sur le mode de l'ancien palais des Gouverneurs à Conakry, rasé par les autorités de la II^e République, non pas parce que témoin de l'ancien colonialisme français, mais parce que c'est de là que l'autre, celui de Sekou Touré, s'y exerça 27 années durant. Et qu'à la place de l'ancien palais, il n'y a plus qu'un terrain vague où un lampadaire sans ampoule — qui a échappé à la destruction — veille sur une barrière en fer envahie de rouille, ouverte au seul vent venant de la mer.

La Guinée, trois ans après avril 1984, paraît être à son année zéro ! Et pourtant, élaguant les branches

mortes des offices sans produits et des établissements publics sans marchandises, quelque chose, jour après jour, se crée : les marchés se remplissent, les « petits boulots » fleurissent sur chaque trottoir et à défaut d'autre chose, on y mange apparemment à peu près à sa faim. Ce n'était pas évident quand on sait que l'agriculture, profondément désorganisée, ne fournissait même plus la nourriture de base à la population, que les rizières étaient abandonnées et les cultures d'exportation — essentiellement les agrumes — étaient tombées à moins de 5 à 10 % — en quantité et encore plus en valeur — de ce qu'elles étaient à l'indépendance en 1958.

Y a-t-il eu un miracle ?

Cette situation ne tient pas du miracle : elle est seulement l'aspect visible de la réussite, maintenue vaille que vaille, d'un projet industriel qui devait être en 1957 le point de départ d'un développement alors unique en Afrique et qui, même réduit à sa première tranche, a assuré, 27 années durant, 90 à 92 %, avec ses « droits de sortie », de toutes les ressources fiscales du pays. Hommage paradoxal de l'ex-colonisé à l'ex-colonisateur, l'exploitation des bauxites de Fria et leur transformation en alumine :

- 180 000 tonnes/an en 1960,
- 400 000 tonnes/an l'année suivante,

(1) *Politique africaine*, n° 25, mars 1987, pp. 120 et suiv.

- 700 000 tonnes/an 20 ans plus tard,
- pour revenir à :
- 550 000 tonnes/an en 1986

laissent une valeur ajoutée suffisante pour en faire la seule activité véritablement rentable d'un pays livré à l'incohérence dès l'année suivant celle de son indépendance !

Cela est généralement su depuis que les universitaires ou chercheurs vivant en Guinée (2) l'ont eux-mêmes admis, certains avec agacement. Mais aucun d'entre eux n'a voulu mettre en évidence, sinon de manière très allusive, que l'origine de cette richesse se situait en France et ce, deux années au moins avant 1958. C'est en effet une administration de mission, la première du genre, créée par Gaston Defferre, alors ministre de la France d'Outre-Mer, fin 1956, qui a réuni les conditions de réussite de l'action entreprise : la MARG (Mission d'aménagement de la Guinée) a en effet constitué une équipe pluridisciplinaire qui, de 1957 à 1960 — c'est-à-dire plus d'une année après l'indépendance — a aidé la Guinée pour l'établissement de ses rapports institutionnels avec ses industriels, et commencé à jeter les bases du développement économique et social que l'industrialisation devait normalement permettre. Des trois projets — Fria, Boké et Kindia — seul le premier a toutefois été démonstratif : le deuxième, abandonné par ses promoteurs, est devenu une simple exportation du minerai de base. Quant au troisième, il constitue une enclave soviétique en terre d'Afrique, les Guinéens n'y participant qu'au seul niveau de la fourniture de la main-d'œuvre, bien moins payée qu'à Fria.

(2) Tels Jean Suret-Canale et Claude Rivière.

(3) 10 % du chiffre d'affaires y seront consacrés.

Qu'a donc fait la MARG de particulier pour que l'effet de son action perdue encore aujourd'hui ? Une action de bon sens :

- penser que les rapports équilibrés avec des industriels ne se maintiendront que si, dès le début, ceux-ci ont la garantie, tant pour leurs investissements, leurs redevances et l'exportation de leurs bénéfices éventuels que pour les conditions de leur établissement, d'une certaine pérennité. De fait, les conventions signées dès 1957, et ce malgré la nationalisation (à 48 % de 1973), sont toujours appliquées actuellement dans leur esprit ;

- établir par l'intermédiaire d'un compte hors-budget — le Fonds d'aménagement régional de la Guinée — les bases d'un plan de développement fondé essentiellement sur l'agriculture qui aurait pu, s'il avait été poursuivi après 1960, permettre un développement harmonieux d'une partie importante du pays. Les projets établis par la MARG demeurent encore : certains ont servi de référence à l'administration guinéenne et les organismes internationaux eux-mêmes y voient des bases de travail ;

- assurer une formation professionnelle suffisante pour que les Guinéens soient les premiers bénéficiaires de l'industrialisation engagée. C'est peut-être là que la réussite a été la plus convaincante et que la société Fria, confrontée dès 1962 à une exigence d'africanisation de la plus grande partie de son personnel d'encadrement, a réussi très rapidement, par un effort considérable de formation (3), d'assurer avec et par elle le fonctionnement de ses installations (4) ;

- penser qu'avec « l'épargne-

(4) 350 expatriés prévus à l'origine pour le fonctionnement de l'usine ; 50 subsistent aujourd'hui.

crédit » permettant de récolter pendant la phase de construction les disponibilités des travailleurs, un effet multiplicateur mettrait à portée de la main un développement ultérieur par la petite et moyenne entreprise. Cette éventualité, du fait de l'indépendance et parce qu'il ne s'agissait pas *a priori* d'un projet suffisamment révolutionnaire, n'a pas dépassé le niveau des textes réglementaires et d'un financement de principe au niveau du FARG mais, appliqué à la France à partir de 1965 pour le logement des classes les moins aisées, la preuve a été faite qu'on pouvait en attendre des résultats.

Tout cela ne s'est pas fait sans tensions internes ou externes dans un pays livré à un despote cruel, rongé depuis longtemps par la maladie et pas toujours maître de la sérénité de ses décisions. Il aurait été impensable que Fria puisse échapper aux troubles de l'ensemble du pays : un médecin et une laborantine expatriés, des cadres africains ont payé de leur liberté, pendant un nombre d'années plus ou moins grand, le simple fait d'en être les témoins dans un pays en délire.

Mais l'essentiel a subsisté et paradoxalement, on peut penser — et certains Guinéens ayant vécu cette période l'admettent — que c'est cette activité et les retombées financières qu'elle a autorisées qui, jointes — il est vrai — à la terreur qu'il inspirait à ceux qui n'avaient pu franchir les frontières du pays — 2 millions sur 4,8 millions d'habitants au total — ont permis au régime de Sekou Touré de se maintenir au pouvoir pendant plus d'un quart de siècle.

Nouvel hommage du « révolutionnaire authentique » à celui qu'il n'a cessé de dénoncer presque jusqu'aux dernières années de sa

vie : c'est finalement à l'ex-colonisateur français qu'il doit sa permanence, au-delà des morts du camp Boiro et des pendus sur les places publiques (5) de la plupart des élites de son pays. Toujours réelles, ce sont ces ressources qui, malgré la vétusté des installations et la réduction de la production d'alumine du fait de la crise mondiale de l'aluminium, donnent actuellement les chances d'un nouveau point de départ.

Travelling avant ?

Quelques coups de projecteurs sur la Guinée de 1987 révèlent que le cadreur est en effet aujourd'hui devant une richesse assoupie qu'un rien peut à nouveau réveiller (6) :

— A part Conakry, il n'y a pas véritablement d'autre port en eau profonde en Afrique de l'Ouest francophone que Dakar et Abidjan. L'organe créant souvent la fonction au sud du Sahara, il serait peu concevable que le pays n'en profite pas un jour ou l'autre.

— Des 80 000 fonctionnaires que la I^{re} République de Guinée a légués à la II^e, 40 000, dit-on, sont excédentaires. La transformation en acteurs privés du développement que, depuis le début de cette année, la puissance publique essaie d'obtenir d'un certain nombre de candidats volontaires au départ, paraît pour la première fois en Afrique, donner des résultats. Les 400 projets de reconversion, soumis en six mois par les intéressés dans les sec-

(5) Ibrahima Baba Kaké, *Sekou Touré, le héros et le tyran*, p. 205.

(6) Les seules réserves de bauxite sont estimées à 1 milliard de tonnes. A peine 5 à 6 % ont été à ce jour exploités.

teurs de l'agriculture, de la petite industrie et des services, ont été acceptés par les autorités : mieux, déjà 200 d'entre eux se trouvent financés et en cours d'exécution.

— Après une période où l'isolement économique de la Guinée a rendu impossible tout véritable échange de produits — à part les importations destinées à la « nomenclatura » guinéenne — l'existence de marchés assez bien approvisionnés permet à la population — notamment la population rurale — de « souffler » après les contraintes qu'elle a subies. Celle-ci n'est plus désormais étrangère en son propre pays. Certes, l'inflation menace, et malgré l'aide extérieure aux produits de base, elle affecte considérablement la vie quotidienne.

Le franc guinéen est toujours incertain sur ses bases et son ralliement à la zone franc reste un vœu, non encore exaucé. Mais, à côté des « rackets » qui s'exercent dans beaucoup de pays africains, qu'ils soient ou non francophones, la Guinée apparaît presque comme une « oasis de paix », même si celle-ci reste précaire et si les mouvements d'étudiant ou une ethnie parmi d'autres, recueillent, de-ci de-là, les admonestations du pouvoir. Peut-être est-ce dû au simple fait que lorsqu'on a connu la profondeur du malheur collectif, on sait que le bonheur individuel est fait d'un peu d'intelligence, de pas mal de volonté au travail et de beaucoup de tolérance !

Jacques Larrue

Les bons sauvages de Jean Ziegler

ZIEGLER m'agace, et cet agacement ne date pas d'aujourd'hui. Bien sûr, ce Suisse prolifique m'est sympathique : j'admire sa générosité, son enthousiasme et son goût des voyages qui lui fait inlassablement parcourir le Tiers monde (mais avec de gros sabots). De plus, Ziegler est un poète et il a des lettres, ce qui rend plutôt agréable la lecture de ses ouvrages. Cependant l'agacement remonte chez moi chaque fois que je parcours ses livres. Agacement, parce qu'il gâche le métier, parce qu'il est triste que l'un des sociologues tiers-mondistes les

plus lus dans les milieux francophones ponde, année après année, des livres brouillons, des fourre-tout où fleurissent, à chaque page, les contradictions les plus flagrantes.

Expliquons nous à partir de son dernier livre, *La Victoire des vaincus* (1), dans lequel Ziegler oppose, sur le plan culturel, les sociétés industrielles marchandes aux sociétés pauvres du Tiers monde. Les premières, nous dit Ziegler, « *disposent d'une instrumentalité, de ressources matérielles, d'une santé physique, d'une organisation sociale, d'un savoir scientifique et technique qui, collecti-*